

"Sans plan de sauvetage, il n'y aura plus de sport pro féminin" (CNOSF)

Paris, 4 nov. 2020 (AFP) -

Le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), Denis Masseglia, a estimé mercredi que "sans plan de sauvetage du sport pro féminin, il n'y en aura plus demain", lors d'une audition devant des sénateurs. Inquiet pour la survie des clubs et associations du sport amateur du fait de la crise du coronavirus, Denis Masseglia se montre également préoccupé par le sport professionnel féminin.

"Sans un plan de sauvetage du sport pro féminin, il n'y aura plus de sport pro féminin demain, on ne peut pas demander aux clubs éternellement de perdre de l'argent", a-t-il dit devant la commission de la Culture et de l'Education du Sénat.

Relancé par la sénatrice centriste Annick Billon, Denis Masseglia a expliqué que le sport féminin "était déjà mal en point avant" la crise sanitaire. "Le plan de relance féminin, cela devrait être un plan de soutien permanent", a-t-il affirmé.

Sur le sport amateur, le CNOSF a récemment lancé une enquête auprès des clubs, dont 16.000 ont déjà répondu. "Cela nous permettra d'avoir une meilleure estimation du manque à gagner du mouvement sportif associatif", aux alentours du 10 novembre, a-t-il expliqué. A ce stade, il estime toujours que la baisse des adhésions tourne en moyenne autour de 25%.

Interrogé sur la répartition du montant de 107 millions d'euros promis par le gouvernement pour compenser les pertes de recettes de billetteries, M. Masseglia a répondu qu'il ne la connaissait pas, même si le rugby s'est d'ores et déjà prévalu de 40 millions sur cette somme.

Le versement de cette aide est conditionnée à sa compatibilité avec l'Union européenne, et n'est pas encore à l'ordre du jour.

De toute façon, a-t-il dit, celle-ci "ne suffira pas à compenser la perte budgétaire des matches qui n'ont pas eu lieu", surtout dans les sports comme le basket, le volley et le handball dont les recettes dépendent de la billetterie.

En regard des 107 millions, il a évoqué "une perte sèche de 100 millions pour Roland-Garros".

Le 26 octobre dernier, le CNOSF et 95 fédérations sportives avaient déploré, dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron, ne pas compter parmi les "priorités" dans la gestion de crise du coronavirus, et dénoncé "une stigmatisation aussi violente qu'infondée".

"On ne crie peut-être pas assez fort. On ne portera pas un gilet jaune et on ne descendra pas dans la rue avec des pancartes", a expliqué M. Masseglia.

Et de prévenir toutefois: "par contre, dans tous les clubs, il y a beaucoup de citoyens qui ont envie que leur rôle soit reconnu. A partir du moment où il n'est pas reconnu, on fait d'eux des gens qui sont un petit peu en révolte contre le système", a-t-il dit. "Je vous le dis, car cela monte de la base", a-t-il ajouté.

dec/kau

Afp le 04 nov. 20 à 13 56.